



CAPITAL SOCIAL, ORGANISATIONS PAYSANNES ET RÉSILIENCE DES AGRICULTEURS FACE À LA PAUVRETÉ À MADAGASCAR

¹KOTO Bernard, ²FANJAMBOLANTIANA Norges Hasiniaina Fabrice, ³RADIMILAHY
Manana Asidy, ⁴MAMIARISOA Jean Edith Françoise, ⁵BELA Christian

¹Professeur Titulaire, Université de Toliary

²Doctorante, Université de Toliara, Madagascar

^{3,4}Docteurs, Enseignant-Chercheur, Université de Toamasina, Madagascar

⁵Professeur des Universités, Enseignant-Chercheur, Université de Toamasina, Madagascar

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.22829760>

Résumé

À Madagascar, la pauvreté rurale demeure étroitement associée à la faible productivité agricole, à l'insuffisance des infrastructures, à l'accès limité aux marchés et aux services financiers ainsi qu'à l'exposition croissante aux chocs climatiques. En 2022, le taux de pauvreté atteignait 79,9 % en milieu rural, tandis que l'agriculture de subsistance constituait encore le principal moyen d'existence d'une grande partie des ménages ruraux. Dans ce contexte, le capital social et les organisations paysannes peuvent constituer des mécanismes importants de réduction de la vulnérabilité et de renforcement de la résilience. Le présent article analyse le rôle des relations sociales, de la confiance, de la réciprocité, de l'action collective et des organisations paysannes dans la capacité des agriculteurs malgaches à faire face aux chocs économiques, sociaux et climatiques et à sortir durablement de la pauvreté. La recherche repose sur une approche qualitative et documentaire mobilisant les principales contributions théoriques sur le capital social, la résilience et les moyens d'existence ruraux, ainsi que des données et rapports consacrés à Madagascar. Les résultats montrent que le capital social facilite la circulation de l'information, l'entraide, l'accès aux ressources, la mutualisation des risques et la négociation collective avec les acteurs économiques et institutionnels. Les organisations paysannes renforcent ces mécanismes en permettant l'accès collectif aux intrants, au crédit, aux formations, aux marchés et à la représentation des intérêts des producteurs. Toutefois, leur efficacité dépend de la qualité de leur gouvernance, de leur inclusion sociale, de leur capacité financière et de leur articulation avec les politiques publiques. L'article recommande de renforcer les organisations paysannes, de professionnaliser leur gouvernance, de développer les services collectifs et de reconnaître le capital social comme un véritable actif du développement rural.



Mots-clés : capital social ; organisations paysannes, pauvreté rurale; résilience; Madagascar.

Abstract

Rural poverty in Madagascar remains closely associated with low agricultural productivity, inadequate infrastructure, limited access to markets and financial services, and increasing exposure to climate shocks. In 2022, the rural poverty rate reached 79.9%, while subsistence agriculture remained the main livelihood for a large proportion of rural households. In this context, social capital and farmer organizations may constitute important mechanisms for reducing vulnerability and strengthening resilience. This article examines the role of social relations, trust, reciprocity, collective action and farmer organizations in the ability of Malagasy farmers to cope with economic, social and climatic shocks and to escape poverty sustainably. The study adopts a qualitative and documentary approach based on major theoretical contributions on social capital, resilience and rural livelihoods, combined with institutional reports and empirical evidence on Madagascar. The findings indicate that social capital facilitates information sharing, mutual assistance, access to resources, risk pooling and collective bargaining with economic and institutional actors. Farmer organizations strengthen these mechanisms by facilitating collective access to inputs, credit, training, markets and representation. However, their effectiveness depends on governance quality, social inclusion, financial capacity and their articulation with public policies. The article recommends strengthening farmer organizations, professionalizing their governance, developing collective services and recognizing social capital as a genuine asset for rural development.

Keywords: farmer organizations; Madagascar, resilience; rural poverty, social capital

1. Introduction

La pauvreté rurale constitue l'un des principaux obstacles au développement économique et social de Madagascar. Malgré l'importance stratégique de l'agriculture dans l'économie nationale et dans les moyens d'existence des populations rurales, les exploitations familiales demeurent confrontées à une accumulation de contraintes structurelles : faiblesse de la productivité, insuffisance des infrastructures rurales, difficultés d'accès aux intrants, financement limité, enclavement des zones de production, instabilité des prix et exposition aux risques climatiques. La situation demeure particulièrement préoccupante. Selon la Banque mondiale, 75,2 % de la population malgache vivait sous le seuil national de pauvreté en 2022, contre 79,9 % en milieu rural. La même source souligne que l'agriculture de subsistance



concerne une très grande partie des ménages pauvres et que la faible productivité agricole constitue l'un des facteurs fondamentaux de la persistance de la pauvreté. À ces difficultés économiques s'ajoutent les effets des changements climatiques. Les sécheresses, cyclones, inondations, irrégularités pluviométriques et dégradations des ressources naturelles fragilisent les systèmes de production agricole. Dans le Grand Sud, par exemple, les événements climatiques extrêmes ont fortement affecté les rendements agricoles, les élevages et les moyens d'existence des ménages. Face à cette situation, l'analyse de la pauvreté ne peut pas se limiter aux revenus monétaires ou à la possession d'actifs physiques. Les relations sociales, les réseaux de solidarité, la confiance, les normes de réciprocité et les capacités d'organisation collective constituent également des ressources importantes pour les populations rurales. C'est dans cette perspective que la notion de capital social occupe une place croissante dans les analyses du développement.

Bourdieu (1986) définit le capital social comme l'ensemble des ressources liées à la possession d'un réseau durable de relations. Coleman (1988) met davantage l'accent sur les fonctions du capital social dans la coordination de l'action individuelle et collective. Putnam (1993), quant à lui, souligne l'importance de la confiance, des normes et des réseaux dans la performance collective.

Dans les sociétés rurales, ces relations peuvent prendre différentes formes : entraide entre voisins, associations villageoises, coopératives, groupes d'épargne, organisations professionnelles, associations d'usagers de l'eau ou organisations paysannes. Ces structures permettent aux agriculteurs de transformer des relations sociales dispersées en capacités collectives. À Madagascar, l'existence d'organisations paysannes structurées illustre cette dynamique. Le Réseau SOA, créé en 2003, fédère des organisations paysannes régionales et joue notamment un rôle d'information, de formation, de défense des intérêts des producteurs et de dialogue avec les pouvoirs publics. De même, des organisations telles que FIFATA développent des services liés à la formation, au financement, à la commercialisation et à



l'accompagnement des exploitations familiales. Les expériences récentes montrent également que l'organisation collective peut contribuer à renforcer la résilience. Un projet de la FAO clôturé en 2026 dans le Grand Sud a accompagné environ 2 500 ménages à travers la diversification agricole, les pratiques adaptées au climat, les activités génératrices de revenus, les Champs Écoles Paysans et le renforcement des capacités locales.

Dès lors, une question centrale se pose : dans quelle mesure le capital social et les organisations paysannes contribuent-ils au renforcement de la résilience des agriculteurs malgaches et à la réduction durable de leur pauvreté ? L'objectif général de cet article est d'analyser les mécanismes par lesquels le capital social et les organisations paysannes peuvent contribuer à réduire la vulnérabilité des agriculteurs et à renforcer leurs capacités d'adaptation. L'hypothèse centrale est que les agriculteurs disposant d'un capital social plus important et participant activement à des organisations paysannes sont davantage capables de mobiliser des ressources, de partager les risques, d'accéder aux marchés et aux services et, par conséquent, de mieux résister aux chocs susceptibles de les faire basculer dans la pauvreté.

2. Matériels et méthodes

2.1. Approche méthodologique

Cette étude adopte une approche qualitative, exploratoire et documentaire. Elle ne prétend pas produire une estimation économétrique de l'effet causal du capital social sur la pauvreté. Elle cherche plutôt à mettre en évidence les mécanismes institutionnels, économiques et sociaux reliant capital social, organisations paysannes et résilience.

L'analyse s'appuie sur trois catégories de sources : la littérature scientifique consacrée au capital social, à l'action collective et à la résilience ; les rapports des institutions internationales et des organismes de développement ; et les informations relatives aux organisations paysannes et aux expériences agricoles à Madagascar. Cette démarche permet de croiser les approches théoriques avec les observations institutionnelles disponibles.



2.2. Cadre conceptuel

Nous avons retenu trois concepts structurant cette analyse.

Le capital social : il renvoie aux ressources accessibles grâce aux relations sociales. Il peut être décomposé en trois dimensions (le Capital social bonding qui exprime les relations entre individus appartenant au même groupe, à la même famille ou à la même communauté ; le Capital social bridging qui détermine les relations entre groupes sociaux différents permettant d'élargir l'accès aux informations et aux ressources ; le Capital social linking qui s'explique les relations verticales entre les communautés et les institutions publiques, ONG, banques, entreprises ou autres acteurs disposant de ressources et de pouvoirs différents). Cette distinction est particulièrement pertinente dans le milieu rural malgache. L'entraide familiale peut permettre de faire face à une crise immédiate, tandis que les relations avec une organisation paysanne, une institution financière ou un service public peuvent ouvrir l'accès à des ressources plus importantes. Les organisations paysannes : c'est une organisation paysanne peut être définie comme une structure collective regroupant des producteurs afin de défendre leurs intérêts et/ou de fournir des services à ses membres. Elle peut prendre la forme d'une association, d'une coopérative, d'une union de producteurs, d'une plateforme ou d'une organisation faîtière. La résilience : en matière agricole, elle désigne la capacité d'un ménage ou d'un système de production à absorber un choc, maintenir ou rétablir ses fonctions essentielles, s'adapter et éventuellement transformer ses pratiques. Elle comprend donc trois dimensions : la capacité d'absorption ; la capacité d'adaptation ; et la capacité de transformation.

2.3. Modèle analytique

L'article retient le schéma suivant :

Capital social → Organisation collective → Accès aux ressources → Capacité d'adaptation →
Résilience → Réduction de la vulnérabilité à la pauvreté.



Le capital social agit donc comme une ressource intermédiaire. Il facilite la création et le fonctionnement des organisations paysannes, lesquelles permettent à leur tour de convertir les relations sociales en ressources économiques, techniques, informationnelles et institutionnelles.

3. Résultats de la recherche

3.1. La pauvreté rurale comme phénomène multidimensionnel

Les résultats de l'analyse documentaire montrent que la pauvreté rurale malgache ne peut pas être expliquée uniquement par l'insuffisance du revenu. Elle résulte d'une combinaison de facteurs comme : la faible productivité agricole ; l'accès limité aux marchés ; l'insuffisance des infrastructures ; le faible accès au crédit ; l'insécurité alimentaire ; la faiblesse du capital humain ; l'exposition aux risques climatiques ; la vulnérabilité aux fluctuations des prix ; ainsi que la faible capacité de négociation des petits producteurs.

La Banque mondiale souligne notamment que la faible productivité agricole et le manque de services de base continuent de maintenir une grande partie de la population rurale dans la pauvreté.

Cette situation crée un cercle vicieux comme suit :

Faible productivité → faible revenu → faible capacité d'investissement → faible productivité → vulnérabilité accrue.

Le capital social et l'organisation collective peuvent contribuer à rompre ce cercle.

3.2. Le capital social comme ressource économique

Le premier résultat important est que les relations sociales constituent une véritable ressource économique pour les agriculteurs. Dans les communautés rurales, les mécanismes d'entraide permettent notamment de : mobiliser de la main-d'œuvre ; partager certains équipements ; bénéficier d'informations ; obtenir un soutien en cas de crise ; faciliter la circulation des semences ; mobiliser temporairement des ressources financières ; et partager les connaissances agricoles. Lorsqu'un agriculteur subit une mauvaise récolte ou un choc climatique, ses réseaux



sociaux peuvent constituer une première forme de protection avant même l'intervention des institutions publiques. Le capital social agit ainsi comme une forme informelle d'assurance.

3.3. Les organisations paysannes comme mécanismes de mutualisation

Les organisations paysannes permettent de transformer les solidarités individuelles en dispositifs collectifs plus structurés. L'organisation collective facilite notamment l'achat groupé d'intrants, la commercialisation collective, la formation, la diffusion des innovations et la négociation avec les acheteurs. L'expérience de ProTana (un projet de développement agricole à Madagascar, mis en œuvre avec l'appui de l'Agence française de développement par AFD) constitue une illustration intéressante : le projet a contribué au renforcement de centaines d'organisations paysannes locales et à l'amélioration des connaissances techniques et commerciales des producteurs. Les résultats rapportés indiquent également une amélioration des rendements et des marges brutes dans les zones concernées. L'organisation permet donc d'obtenir des économies d'échelle qui seraient difficilement accessibles à un producteur isolé.

3.4. L'accès à l'information comme mécanisme de résilience

La résilience dépend fortement de la capacité des agriculteurs à disposer rapidement d'informations pertinentes. Les organisations paysannes facilitent la circulation de l'information concernant : les prix ; les marchés ; les techniques de production ; les prévisions météorologiques ; les opportunités de financement ; les programmes publics ; les nouvelles variétés ; les normes de qualité ; ainsi que les possibilités de commercialisation. Les organisations peuvent ainsi réduire l'asymétrie d'information qui pénalise souvent les petits producteurs.

3.5. Organisations paysannes et accès aux marchés

L'un des principaux obstacles auxquels les petits agriculteurs sont confrontés est leur faible pouvoir de négociation. Pris individuellement, les producteurs disposent généralement de volumes faibles et sont souvent contraints de vendre rapidement leur production pour satisfaire



leurs besoins immédiats de liquidités. La vente collective permet de : regrouper les volumes ; améliorer le pouvoir de négociation ; réduire certains coûts de transaction ; accéder à des acheteurs plus importants ; améliorer la qualité et la régularité de l'offre ; et développer des relations commerciales plus durables. Alors, le rôle des organisations paysannes dépasse donc la simple solidarité sociale : elles peuvent devenir de véritables institutions économiques rurales.

3.6. Capital social et accès au financement

L'accès au financement constitue un autre mécanisme central. Les petits exploitants disposent souvent de peu de garanties matérielles et peuvent être considérés comme des emprunteurs risqués par les institutions financières. L'organisation collective peut réduire certains coûts d'information et favoriser : l'épargne collective ; le crédit de groupe ; les systèmes de caution mutuelle ; la négociation avec les institutions financières ; ainsi que l'accès à des projets financés par les partenaires du développement. Dans le Grand Sud, les interventions de la FAO ont notamment associé diversification des revenus et création d'associations villageoises d'épargne et de crédit afin de renforcer la résilience des ménages.

3.7. Organisations paysannes et adaptation climatique

Le changement climatique renforce l'importance du capital social. La FAO considère les organisations de producteurs comme des acteurs particulièrement bien placés pour renforcer la résilience des petits exploitants grâce à la formation, à l'action collective et aux services d'appui. À Madagascar, les approches développées dans les Champs Écoles Paysans permettent notamment de diffuser des pratiques agricoles adaptées au climat, de diversifier les productions et de renforcer les connaissances techniques des agriculteurs. Les organisations facilitent ainsi le passage : de l'adaptation individuelle → à l'adaptation collective.

3.8. Le rôle du capital social dans la sortie de pauvreté

Le capital social ne réduit pas directement la pauvreté. Son effet est principalement indirect.



Le mécanisme peut être représenté comme suit :

Réseaux sociaux → confiance → organisation collective → accès aux ressources → investissement → diversification → augmentation des revenus → réduction de la vulnérabilité.

Ce mécanisme est particulièrement important pour les ménages pauvres qui disposent de peu de capital financier et physique. Alors, le capital social peut alors compenser partiellement le déficit d'autres formes de capital.

4. Discussion

4.1. Le capital social comme complément du capital économique

Les résultats confirment les perspectives développées par Bourdieu (1986), Coleman (1988) et Putnam (1993). Un agriculteur disposant de peu de capital financier peut néanmoins disposer d'un réseau social important. Ce réseau lui donne accès à certaines ressources qu'il ne pourrait pas obtenir seul. Cependant, le capital social ne doit pas être considéré comme un substitut complet au capital économique. Un réseau social important ne peut pas remplacer durablement : les infrastructures ; l'accès au crédit ; les équipements ; les routes ; l'irrigation ; les services de vulgarisation ; et surtout les politiques publiques. Il constitue plutôt un capital complémentaire permettant de mieux utiliser ces ressources.

4.2. Le problème de l'exclusion

Le capital social présente également des limites. Les réseaux sociaux peuvent favoriser certains individus tout en excluant d'autres. Les femmes, les jeunes, les ménages très pauvres ou les personnes nouvellement installées peuvent avoir moins accès aux réseaux de décision. Il existe donc un risque que les organisations paysannes reproduisent les hiérarchies sociales existantes. La gouvernance démocratique, la transparence et la représentation des groupes vulnérables sont par conséquent essentielles.



4.3. La nécessité d'un capital social « ouvert »

Tous les réseaux sociaux n'ont pas la même valeur pour la résilience. Un réseau exclusivement familial peut être très efficace pour répondre à une urgence, mais insuffisant pour accéder à un marché national ou à un financement institutionnel. Le développement rural exige donc une combinaison de : capital bonding + capital bridging + capital linking. Autrement dit, les agriculteurs doivent pouvoir : compter sur leur communauté ; créer des relations avec d'autres communautés ; et enfin établir des relations avec les institutions publiques et privées. Cette dernière dimension est particulièrement importante dans le contexte malgache.

4.4. Les organisations paysannes comme interface entre agriculteurs et politiques publiques

Les organisations paysannes peuvent également jouer un rôle politique. Le Réseau SOA (une organisation faîtière des organisations paysannes à Madagascar) se présente notamment comme un porte-parole des agriculteurs et cherche à faire des organisations paysannes des partenaires des pouvoirs publics dans l'élaboration et le suivi des politiques de développement rural. Cette fonction est importante car les petits producteurs disposent individuellement d'un faible pouvoir de négociation. L'organisation collective leur permet de participer davantage aux décisions relatives : au foncier ; aux politiques agricoles ; aux infrastructures ; aux prix ; à l'accès aux intrants ; au financement ; et aux programmes de développement rural.

4.5. Une résilience qui doit dépasser la simple survie

La résilience ne doit pas être réduite à la capacité de survivre à un choc. Une véritable résilience suppose la capacité à améliorer durablement les moyens d'existence. Il ne suffit donc pas qu'un ménage puisse résister à une sécheresse ou à un cyclone ; il faut également qu'il puisse : reconstruire son capital productif ; diversifier ses revenus ; améliorer sa productivité ; accéder à de nouveaux marchés ; investir dans l'éducation et renforcer son patrimoine. Cette perspective rejoint l'approche de la Banque mondiale qui met l'accent sur l'amélioration de la productivité agricole, la connectivité des marchés, le capital humain et la résilience aux chocs.



5. Recommandations

5.1. Renforcer la professionnalisation des organisations paysannes

Il est nécessaire de renforcer les compétences des responsables paysans en : gestion ; comptabilité ; gouvernance ; négociation commerciale ; marketing ; gestion des risques et recherche de financement. Les organisations paysannes doivent évoluer progressivement d'organisations essentiellement sociales vers des organisations capables de fournir des services économiques durables.

5.2. Développer les services collectifs

Les politiques publiques devraient favoriser les organisations capables de proposer : achats groupés d'intrants; stockage collectif; commercialisation collective ; transformation agroalimentaire ; transport collectif ; services de conseil agricole et systèmes d'information sur les marchés.

5.3. Faciliter l'accès au financement

Il convient de développer des mécanismes de financement adaptés aux exploitations familiales : crédit agricole ; microfinance rurale ; épargne collective ; garanties de crédit ; fonds de développement des organisations paysannes et financement des investissements collectifs.

5.4. Renforcer la résilience climatique

Les organisations paysannes doivent être intégrées aux programmes d'adaptation climatique. Il est recommandé de promouvoir : les semences adaptées ; l'agroécologie ; l'agroforesterie ; la diversification des cultures ; la gestion de l'eau ; la conservation des sols ; les systèmes d'alerte précoce ; et la diversification des revenus. Les interventions récentes de la FAO à Madagascar montrent l'intérêt de combiner diversification, agriculture intelligente face au climat, formation et organisation communautaire.



5.5. Renforcer l'inclusion des femmes et des jeunes

Les organisations paysannes doivent mettre en place des mécanismes permettant une participation réelle : des femmes ; des jeunes ; des petits exploitants et des ménages vulnérables. La participation ne doit pas être uniquement numérique : elle doit également concerner les postes de responsabilité et les processus de décision.

5.6. Améliorer l'articulation entre organisations paysannes et pouvoirs publics

L'État devrait considérer les organisations paysannes comme des partenaires du développement rural plutôt que comme de simples bénéficiaires des projets. Cette relation pourrait être structurée autour de : cadres permanents de concertation ; contrats de services ; participation à l'élaboration des politiques agricoles ; suivi participatif des projets ; financement d'initiatives locales ; et mécanismes de reddition de comptes.

CONCLUSION

Le capital social constitue une ressource importante pour comprendre la capacité des agriculteurs malgaches à faire face à la pauvreté et aux chocs qui affectent leurs moyens d'existence. Dans un contexte marqué par la faiblesse des revenus, l'insuffisance des infrastructures, l'accès limité aux services et l'exposition croissante aux risques climatiques, les réseaux de solidarité, la confiance, l'entraide et l'action collective peuvent jouer un rôle déterminant. L'analyse montre que les organisations paysannes constituent un mécanisme essentiel de transformation du capital social en ressources économiques et institutionnelles. Toutefois, le capital social ne saurait remplacer les investissements publics et privés nécessaires au développement agricole. L'organisation collective constitue un levier stratégique de réduction de la vulnérabilité des agriculteurs malgaches, à condition qu'elle soit inclusive, démocratique, économiquement viable et articulée avec les politiques publiques. Dans cette perspective, la lutte contre la pauvreté rurale à Madagascar devrait dépasser une approche centrée exclusivement sur les transferts sociaux ou l'assistance ponctuelle. Elle devrait également investir dans les capacités collectives des producteurs, la professionnalisation des



organisations paysannes, la diversification économique et la résilience climatique. Le renforcement du capital social apparaît ainsi comme une composante importante d'une stratégie plus globale de transformation de l'agriculture familiale malgache.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- [1] Bourdieu, P. (1986). The Forms of Capital. In J. G. Richardson (Ed.), Handbook of Theory and Research for the Sociology of Education. New York: Greenwood Press, pp. 241–258.
- [2] Coleman, J. S. (1988). Social Capital in the Creation of Human Capital. American Journal of Sociology, 94, S95–S120.
- [3] Ellis, F. (2000). Rural Livelihoods and Diversity in Developing Countries. Oxford: Oxford University Press.
- [4] FAO. (2025). Madagascar's Farmer Field Schools improve child nutrition through climate-smart agriculture and community learning. Rome: Food and Agriculture Organization of the United Nations.
- [5] FAO. (2026). Clôture d'un projet de résilience agricole au Sud de Madagascar : des acquis durables pour les communautés rurales. Antananarivo/Rome: FAO.
- [6] FIFATA. (2026). À propos de FIFATA : une association au service de l'agriculture familiale malgache. Madagascar.
- [7] Granovetter, M. (1973). The Strength of Weak Ties. American Journal of Sociology, 78(6), 1360–1380.
- [8] IFAD. (2017). Project to Support Development in the Menabe and Melaky Regions: Impact Assessment Surveys. Rome: International Fund for Agricultural Development.
- [9] Ostrom, E. (1990). Governing the Commons: The Evolution of Institutions for Collective Action. Cambridge: Cambridge University Press.
- [10] Putnam, R. D. (1993). Making Democracy Work: Civic Traditions in Modern Italy. Princeton: Princeton University Press.



Revue-IRS



**Revue Internationale de la Recherche Scientifique
(Revue-IRS)**

ISSN: 2958-8413

- [11] Réseau SOA. (2026). Le Réseau SOA : la voix des paysans malgaches. Madagascar.
- Scoones, I. (1998). Sustainable Rural Livelihoods: A Framework for Analysis. IDS Working Paper, No. 72. Brighton: Institute of Development Studies.
- [12] World Bank. (2024). Madagascar Poverty Assessment: Navigating Two Decades of High Poverty and Charting a Course for Change. Washington, DC: World Bank.